



Présentation de Grands Textes Libéraux



Milton Friedman

Capitalisme et Liberté

Laffont, 1971, 252 p.

(Capitalism and Freedom, The University of Chicago Press, 1962)

Contributeur: Corentin de Salle

Ce best seller en 1962, vendu à plus d'un million d'exemplaires, est la meilleure porte d'entrée pour pénétrer dans la pensée de Friedman.

Prix Nobel d'économie en 1976, Milton Friedman a pu constater, au soir de sa vie, que l'histoire économique du vingtième siècle avait validé ses théories et donné tort à Keynes. Il est surtout connu pour son histoire monétaire des Etats-Unis, écrite avec Anna Schwartz, ouvrage dans lequel il soutient que les crises économiques (à commencer par celle de 1929) ne résultent en réalité que des dérèglements de la politique monétaire des banques centrales, responsables de l'inflation, elle-même source de chômage. On a longtemps cru (et beaucoup croient encore) qu'il suffisait de dépenser et de distribuer du pouvoir d'achat pour résorber le chômage.

Fondateur du « monétarisme » (consistant à retourner à la stabilité monétaire, rétablir la vérité des prix, faire confiance au marché, supprimer les interventions monétaires et budgétaires des Etats), Milton Friedman officiait à l'université de Chicago. Lui et ses « Chicago Boys » ont exercé une influence considérable sur les politiques économiques à partir de 1973. Il conseilla deux présidents américains (dont Reagan) mais aussi les dirigeants de la Corée du Sud, de Taiwan, de Singapour, de Hong Kong. Ce n'est pas seulement les dragons asiatiques qu'il biberonna de ses

idées. Sa pensée exerça et exerce encore une grande influence sur les choix économiques des anciens pays de l'Est au sortir du communisme. Martin Laar, alors jeune historien de 32 ans, devint premier ministre de l'Estonie en 1992. Il n'avait lu qu'un seul ouvrage d'économie dans sa vie : « Free to choose » de Milton Friedman. Il décida de l'appliquer à la lettre dans son pays. Heureusement que je n'étais pas économiste, confia-t-il dans un interview plus tard, car tous les économistes estoniens essayèrent de le dissuader affirmant que cela ne marcherait jamais. Le résultat ? En 1992, l'Estonie avait une inflation de 1000%, une économie qui s'effondrait de 30%, un taux de chômage de 30%, etc. Aujourd'hui, l'inflation est à 2,5%, la croissance est de 6 à 7%, le budget est en équilibre, le chômage est bas et le PIB/habitant est passé de 6700 Dollars/habitant en 1995, à 12200 en 2002 (inflation ajustée, valeurs 2002). Presque tous les ex pays de l'est ont par la suite imité au moins en partie les recettes de Martin Laar, avec pour résultat un décollage économique inespéré. Ajoutons que ce sont les Chicago Boys qui ont sorti le Chili de la misère en quelques années (au prix, il est vrai, d'une sanglante dictature militaire que rien n'excuse).

Introduction

Kennedy est l'auteur de la fameuse citation : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous ; demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays ». Milton Friedman considère que cette phrase ne permet pas de poser entre les citoyens et ceux qui les gouvernent une relation digne des idéaux d'hommes libres. Le premier membre de la phrase est certes une dénonciation du paternalisme mais le second est la manifestation d'un « organicisme » impliquant que le citoyen est le serviteur, voire l'adorateur d'un gouvernement qui est le maître ou la divinité. L'homme libre considère au contraire son pays comme la collection des individus qui le compose. Son gouvernement est un instrument et non un distributeur de faveurs et de biens.

La vraie question devrait être : « pour nous décharger quelque peu de nos responsabilités individuelles, pour atteindre nos divers buts, pour réaliser nos différents desseins, et, surtout, pour préserver notre liberté,¹ comment pouvons-nous, mes compatriotes et moi, utiliser le gouvernement ? ».

Milton Friedman est un avocat du libéralisme. Il insiste sur tout ce que ce mot a de problématique outre atlantique. En effet, alors qu'au XIX^{ème} siècle, ce mot signifiait la même chose là-bas qu'en Europe, il désigne aujourd'hui une conception centralisatrice, favorable au déploiement sans limites de l'Etat Providence et qui voit dans le bien-être et l'égalité les préalables voire les substituts de la liberté. Ce « libéralisme » a ressuscité les mêmes politiques d'intervention et de paternalisme qu'avait combattues le libéralisme classique. Les partisans du libéralisme classique sont désormais catalogués sous l'étiquette générique de « conservateurs » (qui recouvre pourtant un spectre d'opinions très larges et souvent incompatibles. Raison pour laquelle Friedman préfère se revendiquer du « libéralisme » au sens premier, non pollué du terme : la doctrine propre à un homme libre.

La limitation et la décentralisation du pouvoir sont des conditions essentielles pour la préservation de la liberté. Les grands progrès de la civilisation n'ont jamais été le fait du centralisme. Ce n'est pas pour obéir au vote d'une majorité parlementaire - bien qu'il fût financé en partie par un monarque absolu - que Christophe Colomb décida de chercher une nouvelle route pour la Chine. Le gouvernement ne peut jamais reproduire la variété et la diversité de

¹ Milton Friedman compare la liberté à « une plante rare et délicate »

l'action individuelle. Il peut certes élever les niveaux de vie de nombreux individus en imposant des normes uniformes relatives au logement, l'alimentation, l'habillement, l'enseignement, la voirie, l'hygiène, etc. Mais, ce faisant, il remplace le progrès par la stagnation et la variété par l'uniformité. Au contraire, la logique concurrentielle du capitalisme permet de maintenir et de stimuler cette diversité. Uniformité et diversité sont deux concepts importants chez Friedman. Comme on le verra, la sphère politique procède selon une logique uniformisatrice. La sphère économique, au contraire, est une source de diversification dans la société. D'où la nécessité d'éviter au maximum l'invasion de cette seconde sphère par la première.

Liberté économique et liberté politique

On croit souvent, dit Friedman, que politique et économie sont deux secteurs distincts et, pour l'essentiel, sans rapports. C'est faux. N'importe quel régime politique ne peut se combiner avec n'importe quel régime économique. A cet égard, le « socialisme démocratique » (s'opposant au « socialisme totalitaire » imposé en Russie)² est un concept illusoire : une société socialiste ne peut être démocratique, si, du moins, être démocratique, c'est garantir la liberté individuelle.

Pas de liberté sans liberté économique. Pas de liberté politique sans liberté économique. Les intellectuels négligent souvent cet aspect de la liberté. Ils croient fréquemment que la problématique de la liberté ne se déploie que dans un champ de valeurs prétendument supérieures et méprisent les aspects matériels de la vie. En cela, ils se trompent : il n'y a pas de différence ici entre liberté politique et économique. Le britannique qui ne peut passer ses vacances aux Etats-Unis au lendemain de la seconde guerre mondiale en raison du contrôle des changes se trouve dans la même situation que l'Américain interdit de passer ses vacances en Russie en raison de ses opinions politiques. On peut dire que le premier est limité économiquement dans sa liberté et le second politiquement mais le résultat est le même.

Autre exemple : le prélèvement obligatoire par l'Etat de 10% du revenu d'une personne pour financer tel ou tel système de retraite administré par le gouvernement est une limitation d'une partie correspondante de sa liberté politique. Ainsi, la secte des Amish refusait de payer ses cotisations et de percevoir des pensions. Il en résulta qu'une partie de son bétail fut vendue aux enchères. Cette dépossession économique est une limitation de sa liberté politique et même religieuse. Certes, dit Friedman, peu de monde considère que l'assurance vieillesse obligatoire est une privation de liberté mais croire en la liberté, c'est y croire pour tous.

Toute société qui défend les libertés politiques est d'office une société consacrant le marché libre. Il n'existe aucune exception à cette règle dans l'histoire. Cela dit, si le capitalisme est une condition nécessaire d'une société libre, ce n'en est pas pour autant une condition suffisante. Il est de nombreux exemples (l'Italie et l'Espagne fascistes, le Japon avant la première et dernière guerre mondiale, la Russie tsariste précédant la révolution, l'Allemagne à divers moments de son histoire, etc.) où des sociétés capitalistes (mettent en avant l'entreprise privée) ne garantissaient pas la liberté politique. Mais, même dans des sociétés de ce type, les citoyens avaient plus de liberté que ceux d'un totalitaire moderne comme la Russie soviétique ou l'Allemagne nazie.

Ainsi, la relation entre liberté économique et liberté politique est complexe et nullement unilatérale. Au XIX^{ème}, les réformes politiques menées en Occident conduirent à une expansion économique sans précédent. Cela accrût dans des proportions inespérées jusqu'alors le bien-être des masses. Au point qu'on en vint à préférer le bien-être à la liberté, ce qui coïncida au vingtième siècle au déploiement de l'Etat. Ce développement continu fit craindre que le contrôle centralisé

² Rappelons ici que cet ouvrage date de 1962

de l'activité économique ne nous conduise sur une « route de la servitude » pour reprendre le titre du célèbre ouvrage de Hayek.

Au contraire, pour le libéral, c'est la liberté de l'individu qui constitue le but ultime. C'est à partir d'elle qu'il faut juger les régimes sociaux. Le problème essentiel de l'organisation sociale est la coordination économique d'un grand nombre de personnes. Friedman estime qu'il n'y a que deux manières de coordonner les activités économiques de plusieurs millions de personnes. Soit la direction centralisée qui implique l'usage de la coercition : l'Etat totalitaire. Soit la coopération volontaire des individus : le marché libre.

Le grand avantage d'une économie libre, c'est quelle permet la coordination véritablement efficiente. Pourquoi ? Parce que dans une transaction économique, les deux parties sont bénéficiaires « pourvu que cette transaction soit bilatéralement volontaire et informée ». Telle est la liberté de l'échange. Le trait central du marché est qu'il empêche une personne de s'immiscer dans les affaires d'une autre en ce qui concerne la plupart des activités de cette dernière. Il protège tout un chacun de la coercition. Un consommateur est protégé de la coercition d'un vendeur par l'existence d'autres vendeurs. Un vendeur de celle d'un consommateur par l'existence d'autres consommateurs. Un employé de celle d'un patron par l'existence d'autres patrons, etc.

C'est d'ailleurs pour cela que le marché suscite tant d'objections : il donne aux gens ce qu'ils veulent et non pas ce que tel groupe particulier pense qu'ils devraient vouloir : « Ce qui se cache derrière la plupart des arguments contre le marché libre, c'est le manque de foi dans la liberté elle-même ».³

L'existence d'un marché libre n'élimine évidemment pas la nécessité d'un gouvernement. Ce dernier a un rôle d'arbitre pour faire respecter les règles du jeu économique. Il faut néanmoins des contrepoids pour éviter la trop grande concentration de pouvoir qui, a-t-on vu, tue la diversité au profit de l'uniformité : le marché, en ôtant au pouvoir politique un droit de regard sur l'organisation de l'activité économique, supprime la source du pouvoir coercitif.

Friedman prône avec insistance la décentralisation du pouvoir et la nécessité de tenir le politique à l'écart du pouvoir économique. Le marché assure la liberté économique mais aussi la liberté politique. Il donne un exemple pour illustrer ce raisonnement. Lequel ? Dans une société libre, les individus jouissent notamment de la liberté d'expression. Posons nous la question : a-t-on le droit, dans une société capitaliste, de militer pour des idées socialistes ? Oui. A-t-on le droit, dans une société socialiste, de militer pour des idées capitalistes ? Non.

La liberté d'expression implique d'abord que ceux qui veulent défendre des causes soient en mesure de gagner leur vie. Ce n'est pas évident dans une société socialiste. Pourquoi ? Parce que défendre des opinions implique la capacité de financer cette action (tenir des réunions publiques, éditer des brochures, acheter du temps à la radio, à la télévision, éditer des journaux, etc.). Or, on voit mal comment un Etat socialiste serait désireux de financer ces activités subversives. On voit mal de grosses huiles socialistes mettre la main au portefeuille. Dans une société capitaliste au contraire, on trouvera de nombreux riches individus prêts à financer des causes. Supposons néanmoins qu'une société socialiste soutienne financièrement des dissidents. Qui devrait-elle soutenir ? Tout ceux qui le désirent ? En ce cas, le demande sera illimitée. En outre, si l'on publie quelque chose dans un journal, il faudra non seulement convaincre le journal étatisé mais aussi l'usine à papier nationalisée, l'imprimerie étatisée, le ministère des postes etc. de lui fournir ces biens et services. Ce n'est pas impossible mais les difficultés seraient réelles.

³ M. Friedman, **Capitalisme et Liberté**, Laffont, 1971, p.30

Quoiqu'il en soit, Friedman, farouche opposant du communisme, estime néanmoins qu'il serait intolérable de priver des partisans du communisme de s'exprimer, de s'assembler, de s'associer et de diffuser leurs idées. A ce titre, la liste noire d'Hollywood était un acte destructeur de la liberté.

Le paradoxe ici, c'est que les opposants au marché dans une société libre sont en général des minorités qui ont le plus intérêt à la préservation et au renforcement du capitalisme de concurrence.

Le rôle du pouvoir politique dans une société libre

Pour le libéral, pour reprendre une formule célèbre, la fin ne justifie pas les moyens (toute fin doit être atteinte avec des moyens appropriés). Ces moyens sont la discussion et la coopération volontaire. Toute forme de coercition est à bannir. La décision doit, idéalement, être prise de manière unanime suite à une libre discussion.

Le rôle du marché est de permettre l'unanimité sans l'uniformité puisque chacun peut y trouver ce qu'il désire. Le marché est par excellence un moyen de représentation effectivement proportionnelle. Par contre, le domaine de l'action politique tend à l'uniformisation. Pourquoi ? Parce qu'à une question politique, il faut généralement répondre par « oui » ou par « non » et on ne peut prévoir qu'un nombre très limité de choix. L'unanimité n'est évidemment qu'un idéal. Dans la pratique, il nous faut nécessairement consentir à quelque chose de plus modeste : la règle de la majorité. En fonction de l'importance des questions traitées, la majorité exigée sera simple, absolue, qualifiée, etc. Il est, par ailleurs, certains points qui ne peuvent être tranchés par la règle de la majorité et qui restent immuables dans la Constitution. Ces principes (la liberté d'expression en fait partie) résultent eux-mêmes d'une libre discussion et reflètent une quasi unanimité.

La grande question, c'est de pouvoir opérer le départage entre les activités au jour le jour et le cadre dans lequel elles prennent place. Les activités au jour le jour sont comparables aux actions des participants à un jeu. Le cadre est comparable aux règles de ce jeu. Il faut un consensus de la population sur les règles sinon le jeu ne marche pas. Le pouvoir politique est donc un édicateur de règles et un arbitre. Edicteur de règles, il l'est parce qu'il faut un mécanisme permettant à la société de modifier les règles au fil du temps. Arbitre, il l'est puisqu'il faut un mécanisme de nature à arbitrer entre les différentes interprétations de ces règles.

Le besoin de gouvernement se fait sentir car une liberté absolue est impossible. En effet, dans un monde d'hommes imparfaits, les différentes libertés peuvent entrer en conflit. Ma liberté de mouvoir mon poing dans les airs doit être limitée par la proximité de votre menton.

Il existe un grand nombre de notions dans le domaine économique qui nécessitent qu'on leur attribue une signification précise. Par exemple, comment définir les droits de propriété ? Cette notion, que l'on tient pour acquise, est en réalité d'une immense complexité. Les droits qu'elle confère sont des créations sociales très sophistiquées et non pas des propositions évidentes par elles-mêmes. Pensons par exemple aux concepts de redevances, copyright, brevets, actions, droits de riverains, etc.

On peut dire la même chose de la monnaie dit Friedman. La aussi, cette notion pose des problèmes d'une grande complexité (auxquels il consacre deux chapitres dans la suite de cet ouvrage).

Bref, l'organisation de l'activité économique via l'échange volontaire suppose que l'on ait pourvu, par l'intermédiaire des pouvoirs publics, au maintien de la loi et de l'ordre, pour prévenir la coercition exercée par un individu contre un autre, à l'exécution des contrats, à la définition de la signification des droits de propriété, à l'interprétation et à la mise en vigueur de ces droits et à l'existence d'un cadre monétaire.

La règle ici est que le gouvernement fasse ce que le marché ne peut faire par lui-même, à savoir déterminer et faire appliquer les règles du jeu. Cela dit, il est parfois souhaitable de faire par l'entremise de l'Etat des choses qu'il serait concevable de faire grâce au marché mais que des conditions techniques rendent difficile dans le cadre de celui-ci. C'est le cas soit de la situation de monopole ou des effets de voisinage.

On verra plus tard quelles sont les sources du **monopole**. Examinons ici en quoi le monopole est parfois rendu nécessaire par certaines conditions techniques d'une société à un moment donné de son histoire. Milton Friedman, qui écrit dans les années 60, donne comme exemple le réseau télégraphique. Des conditions techniques contraignent parfois à recourir au monopole. Trois choix sont alors possibles : le monopole privé, le monopole public et la réglementation publique. Tous trois sont mauvais car le monopole implique l'absence de choix, et compromet par là l'effective liberté de l'échange. Mais le moindre mal est encore, estime Friedman, le monopole privé. En effet, la société n'est pas statique. Elle se transforme rapidement et les conditions favorables au monopole technique changent rapidement. Un monopole privé peut donc être renversé plus facilement (comme c'est arrivé, par exemple, à IBM). Par contre, la réglementation publique et le monopole public ont moins de chance de pouvoir répondre adéquatement à ces changements de conditions car ils ne sont pas susceptibles d'être éliminés par l'évolution économique aussi rapidement et aussi facilement qu'un monopole privé.

Par « **effets de voisinage** », on désigne des situations dans lesquelles des individus ont sur d'autres individus des effets pour lesquels il n'est pas possible de les pénaliser ou de les récompenser. C'est le cas de l'entreprise qui pollue un cours d'eau. Les personnes en aval sont obligées de procéder à un échange de bonne eau contre de l'eau polluée. Peut-être peuvent-elles obtenir un dédommagement mais il ne leur est pas possible, agissant individuellement, d'éviter l'échange ou d'imposer une juste compensation au pollueur. L'intervention des pouvoirs publics est ici justifiée.

Pour déterminer quelles sont les situations d'effets de voisinage, il faut procéder au cas par cas et dresser un bilan à deux colonnes où nous énumérons les avantages et les inconvénients de l'intervention publique. Evidemment, nos principes nous disent quelle est l'importance relative de chacune des rubriques. Dans la rubrique « passif », il faut toujours accorder un poids considérable à la menace qu'une intervention publique fait peser sur la liberté.

Le libéral croit dans la responsabilité de l'être humain. La justification paternaliste de l'intervention de l'Etat est à rejeter car elle repose sur le principe, inacceptable pour un libéral, qui veut que certains décident pour les autres (pour leur propre bien). Cela dit, une certaine dose de paternalisme est inévitable car il existe dans notre société des fous, des enfants et autres personnes irresponsables. Mais il est impératif de contenir ce dernier dans de justes limites. .

Friedman considère que l'Etat a un rôle à jouer dans une société libérale : maintenir la loi et l'ordre, modifier les droits de propriété, modifier les autres règles du jeu économique, trancher sur l'interprétation des règles, veiller à l'application des contrats, encourager la concurrence, fournir un cadre monétaire, lutter contre les monopoles techniques et effets de voisinage, compléter le rôle de la charité privée et protéger les irresponsables.

Par contre, il existe un grand nombre de tâches, remplies par le pouvoir, mais qui n'ont absolument pas à l'être. Lesquelles ? Il en cite 14 et affirme que la liste n'est pas exhaustive. Par exemple, le programme de soutien de la parité des prix agricoles, les taxes sur les importations, les restrictions aux exportations, le contrôle de la production, le contrôle des loyers, des prix, des salaires, le minimum salarial, la réglementation détaillée des industries, le contrôle de la radio et de la télévision, les programmes de sécurité sociale, etc.

Le contrôle de la monnaie

L'intervention des pouvoirs publics est fallacieusement justifiée par la nécessité d'éviter des cycles récurrents d'expansion et de dépression. La Grande crise de 1930 fut un prétexte pour l'Etat de s'immiscer toujours davantage dans l'économie. En réalité, **cette crise, loin d'avoir été solutionnée par l'intervention étatique a été causée et aggravée par cette intervention qui transforma en catastrophe majeure ce qui n'eut été autrement qu'une contraction modérée.**

Friedman navigue entre deux opinions qu'il juge inacceptables : celle qui considère qu'un étalon-or parfaitement automatique est à la fois possible et désirable et celle qui estime que l'on doit confier à un groupe de techniciens, rassemblés dans une banque centrale « indépendante » de larges **pouvoirs discrétionnaires**. Il est en faveur de dispositifs institutionnels mais limitant pourtant le pouvoir conféré pour éviter la concentration de pouvoirs.

L'étalon marchandise est, d'un point de vue historique, le mécanisme le plus fréquemment utilisé. Il s'agit d'utiliser comme monnaie une monnaie physique telle que l'or, l'argent, le cuivre, les cigarettes, etc. Si la monnaie était faite toute entière d'une marchandise de ce type, il n'y aurait aucun besoin de contrôle par les pouvoirs publics. Ce n'est pas le cas parce que l'évolution de la société a nécessité l'apparition de la monnaie fiduciaire. En effet, le principal défaut d'un étalon-marchandise, c'est qu'il requiert l'utilisation de ressources réelles qui viennent s'ajouter à la masse monétaire. La monnaie fiduciaire permet d'obtenir le même résultat sans employer lesdites ressources.

Friedman n'est pas partisan de l'étalon marchandise (en or ou autre chose) automatique. Ce n'est pas désirable car cela implique de lourdes dépenses pour l'obtention des ressources nécessaires à la production de l'étalon monétaire. Il n'est pas possible non plus : les choses ont toujours tendu en direction d'un **système mixte**, où des éléments fiduciaires tels que billets de banque et dépôts viennent s'ajouter à la marchandise monétaire en laquelle ces éléments peuvent être convertis. Même à l'époque de l'étalon-or, l'or détenu par les banques ou les particuliers sous forme de pièces ou de certificats-or représentait entre 10 et 20% de la masse monétaire.



Le *Federal Reserve Act* de 1913 et la Première guerre mondiale précipitèrent l'abandon de l'étalon-or et confèrent une puissante autorité discrétionnaire aux pouvoirs publics en la matière qui se

trouva dès lors en mesure de fixer la quantité de monnaie dont pouvaient disposer les Etats-Unis et d'influencer à travers le monde sur les conditions financières internationales.

En effet, la création du Système de la Réserve fédérale avait pour objectif d'assurer la stabilité. Cela a eu l'effet inverse comme en témoigne la crise de 1929. Les deux guerres mondiales ont évidemment beaucoup contribué à l'instabilité monétaire mais si on prend en considération les années de paix (1920 à 1939 et 1947 à aujourd'hui), le résultat est le même. Friedman estime que un tiers au moins de la hausse des prix durant et juste après la guerre est due à la création du Système et que la gravité des trois contractions majeures (1920-1921, 1929-1933 et 1937-1938) est directement attribuable aux fautes, par action ou omission, commises par les dirigeants du Système de la réserve.

Sans ce Système, il y aurait pu avoir des récessions mais aucune n'aurait dégénéré en catastrophe majeure. Ce qui a précipité le krach boursier de 1929, ce fut peut-être en partie la relative rareté imposée par le Système pour tenter de combattre la « spéculation ». Or, il aurait du fournir les banques en liquidité (c'était même la raison d'être de sa création). Beaucoup d'entre elles firent faillite, ce qui déclencha une panique bancaire qui poussa tous les déposants à exiger la conversion de leur dépôt en numéraire. D'où une ruée universelle sur les banques jusqu'au 11 décembre 1930 où la Banque des Etats-Unis fit faillite. Or, initialement le Système avait la possibilité de fournir le numéraire réclamé par les déposants. Si cela avait été fait, la débâcle monétaire eut été évitée. Le Système réitéra cette erreur dans les années qui suivirent après un retour provisoire à la confiance. De 1929 à 1933, la masse monétaire fondit d'un tiers aux Etats-Unis.

Ceci atteste, dit Friedman, de tout le mal qui peut résulter des erreurs d'un petit nombre d'hommes quand ils détiennent de vastes pouvoirs sur le système monétaire d'un pays. Que faire dès lors ? Pour Friedman, tout le problème vient de la difficulté de créer un système qui, d'un côté, assure le cadre monétaire nécessaire à une économie de libre entreprise mais qui, d'un autre côté, ne soit pas instrumentalisé comme source de pouvoir et menace ainsi la liberté économique et politique.

Cela implique un gouvernement de la loi et non à celui des hommes. Il faut des règles permettant au public d'exercer un contrôle sur la politique monétaire via des mandataires. Ces règles ont été détaillées par Friedman dans un autre ouvrage (*A Program for Monetary Stability*). Le but est d'atteindre à la stabilité. La règle principale serait que le Système devrait **veiller à ce que la masse monétaire totale** (somme des dépôts bancaires et du numéraire qui se trouve à l'extérieur des banques) **augmente** mois après mois voire jour par jour à un **taux annuel compris entre 3 et 5%**. D'autres réformes bancaires et fiscales moins fondamentales devraient être menées de manière à **éliminer l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine du prêt et des investissements**. Ces règles, de nature législative, n'auraient pas un caractère immuable mais varieraient en fonction du comportement de la masse monétaire.

Les arrangements financiers et commerciaux internationaux

Milton Friedman examine ici le problème de la relation entre les différentes monnaies nationales, c'est-à-dire les conditions en vertu desquelles on peut convertir des dollars américains en livres sterling, des dollars canadiens en dollars américains, etc.

La question des arrangements monétaires internationaux peut sembler inoffensive. En réalité, dit Friedman, il y a **peu d'ingérences qui risquent d'aller si loin et qui soient, en définitive, si nuisibles à la libre entreprise.**

Quel est (du moins était à l'époque où Friedman écrit ces lignes) la **rôle de l'or** dans le système monétaire américain ? Il existe une politique de « soutien » au cours de l'or. Mais cette politique de soutien du cours de l'or diffère à trois titres d'une politique de soutien au cours du blé ou d'un autre produit agricole :

- d'abord, le prix de soutien est payé aussi bien aux producteurs étrangers qu'aux nationaux ;
- ensuite, l'or est vendu librement au prix de soutien mais seulement aux acheteurs étrangers (puisque la possession, la vente et l'achat d'or sont interdits aux particuliers américains depuis 1933) ;
- enfin, le Trésor peut émettre de la monnaie pour acheter de l'or, de telle sorte que les dépenses pour l'achat de l'or n'apparaissent pas dans le budget et ne reçoivent donc pas l'approbation du Congrès.

En 1934, le prix d'achat fixé (35 dollars l'once) était supérieur au prix du marché, ce qui fit tripler le stock d'or américain en six ans. Par la suite, ce prix fut maintenu alors qu'il était inférieur au prix du marché, ce qui transforma cet excédent en pénurie.

Si l'on examine cela sous l'angle plus général des relations monétaires internationales à un niveau plus général. Deux problèmes assez différents doivent être distingués ici :

- la **balance des paiements** ;
- le **danger d'une ruée sur l'or**

Friedman compare la situation des Etats-Unis à celle d'une banque. Il y a, d'une part, le **compte de revenus** (c'est-à-dire tout ce que la banque tâche de percevoir en charge de service, intérêts sur emprunt, etc. pour payer ses dépenses et assurer son fonctionnement : salaires, bénéfices aux actionnaires, intérêts sur les fonds empruntés, etc.). D'autre part, il y a la **confiance** qu'elle inspire et, donc, le danger d'une soudaine demande en masse de retrait de leurs dépôts par les déposants. Une banque sérieuse, une banque en bonne santé peut subitement être contrainte de fermer ses portes si survient un retrait massif. Evidemment, les deux choses sont souvent liées. C'est parce qu'une banque connaît des difficultés au niveau de son compte de revenus que la confiance en elle est ébranlée. Mais ce n'est pas toujours nécessairement le cas.

La situation est similaire à l'échelon international. Des Américains peuvent vouloir acheter des devises étrangères. Des étrangers peuvent vouloir acheter des dollars avec leurs devises. Ces gens se rencontrent sur le marché. La chose une fois faite, le nombre de dollars dépensés pour acquérir des devises étrangères sera exactement égal au nombre de dollars achetés avec des devises étrangères. Tout dépend d'où l'on se place : pour l'Américain, le dollar est considéré comme une monnaie avec lequel on achète un bien (des devises étrangères) tandis que pour l'étranger le dollar est un bien qu'il achète avec sa monnaie (les devises étrangères). L'arithmétique est l'arithmétique. De même que le nombre de chaussures vendues est le même que le nombre de chaussures achetées. Cependant, **rien ne garantit qu'à n'importe quel prix donné du dollar exprimé en devises étrangères, le nombre de dollars que les uns seront prêts à dépenser égalera le nombre de dollars que les autres voudront acheter**. Car ici, on l'a dit, les gouvernements se sont engagés à vendre de l'or aux gouvernements étrangers et aux banques centrales à un prix fixe. Il y a donc un **mécanisme pour établir cette égalité** (dollars vendus/dollars achetés) à l'arrivée. De la même façon, la banque dont on parlait doit mettre au point un mécanisme pour équilibrer son compte de revenus.

Cela ne doit pas être confondu – et ici la comparaison s'éclaire – avec le problème de la ruée vers l'or. En effet, les banques centrales, les gouvernements et résidents étrangers détiennent des bons du Trésor américain ou fonds importants déposés aux Etats-Unis. **Ils peuvent soudain**, pour une raison qui peut n'avoir rien à voir (mais qui a parfois à voir) avec le mécanisme d'égalisation dont on parlait, **décider de revendre immédiatement leurs bons contre des dollars** (ou décider de retirer directement en dollars les fonds aux des banques où ils les ont déposés). Cela peut déclencher une ruée comme il y en a eu en 1960. Cette crise de confiance est parfois fondée (ce fut le cas lorsque les Etats-Unis empruntèrent à l'étranger afin d'équilibrer leurs comptes) parfois non.

Quelles sont les solutions de remplacement pour parvenir à l'équilibre de la balance des paiements en cas de déficit consécutif à une perturbation ? Selon Friedman, il existe quatre manières de s'adapter et quatre seulement :

- diminuer les réserves américaines de devises étrangères ou accroître les réserves étrangères de devises américaines : c'est au mieux un expédient temporaire dont l'abus est nocif à long terme ;
- abaisser autoritairement les prix intérieurs américains relativement aux prix étrangers : cela engendre une déflation et crée du chômage ;
- modifier les taux de change : seul le taux de change librement flottant est pleinement automatique et libre du contrôle gouvernemental
- utiliser les contrôles gouvernementaux directs ou les interventions gouvernementales dans le commerce (augmentation des tarifs douaniers, subventions à l'exportation, imposition de quotas d'importation, contrôle des investissements des Américains faits à l'étranger etc.) : cette dernière mesure est la pire des quatre à tous les points de vue et la plus destructive d'une société libre.

Que faire dès lors ?

Plutôt que de fixer un étalon-or automatique, la solution appropriée serait, selon Friedman, **d'instaurer des taux de change flottants**. C'est la contrepartie de la non-intervention des pouvoirs publics dans le domaine du prêt et des interventions que, on l'a vu, Friedman, préconise. Dans ce système, les taux de change flottent librement et sont déterminés sur le marché par des transactions privées sans aucune intervention gouvernementale. Pour résoudre le problème de la balance des paiements, il importe de permettre aux forces du marché libre de s'adapter rapidement, efficacement et automatiquement aux changements de situation qui affectent le commerce international.

Quelles sont les mesures nécessaires à la création d'un marché libre de l'or et des changes ? Les Etats-Unis doivent s'engager à ne plus vendre ou acheter l'or à un prix fixe. Les lois rendant illégales la possession, l'achat ou la vente d'or entre particuliers devraient être abrogées. La Réserve devrait **se défaire de ses stocks en environ 5 ans** en le vendant aux enchères sur le marché libre. Il faut aussi que les Etats-Unis s'engagent à ne fixer aucun taux de change officiel entre le dollar et les autres monnaies. Etc.

Un tel système résoudrait une fois pour toute le problème de la balance des paiements. Les **payements seraient toujours équilibrés parce qu'un prix** – le taux de change – aurait toute liberté de parvenir à l'équilibre. Personne ne pourrait vendre des dollars s'il ne trouve pas quelqu'un qui les achète et inversement. Cela permettrait de s'acheminer vers un libre-échange complet des biens et des services. L'Etat ne serait fondé à intervenir que pour des raisons strictement politiques et militaires.

D'où la nécessité d'éliminer les **restrictions au commerce**. Ces restrictions sont tout à la fois de nature tarifaire et non tarifaire. Plutôt que de subventionner les gouvernements étrangers au nom de l'aide économique tout en imposant des restrictions aux biens qu'ils arrivent à produire, il vaut mieux leur permettre d'écouler leurs marchandises sur le marché américain, ce qui apporterait la preuve que les Etats-Unis pratiquent cette liberté qu'ils prônent à l'extérieur.

La politique fiscale

Une idée qui a cours depuis le New Deal, c'est celle « *d'amorcer la pompe* ». C'est-à-dire, de procéder à des dépenses publiques pour éliminer le chômage. Comme on le constata lors de la contraction économique de 1937-1938, cette pratique s'avéra inefficace à endiguer le chômage. De manière à rafistoler cette théorie, on développa alors la **théorie de la « stagnation séculaire »** censée justifier l'importance et la permanence des dépenses gouvernementales. Pourquoi ? Parce que, disent les théoriciens de cette idée, l'économie serait arrivée à sa maturité. Il n'y aurait plus de nouvelles possibilités d'investissement. Les gens préfèrent épargner plutôt que d'investir. Il faut donc que l'Etat fasse des dépenses et supporte un déficit perpétuel. Les effets émis pour financer ce déficit alimenteront l'épargne privée et les dépenses gouvernementales garantiront l'emploi.

Une telle façon de procéder a été discréditée par l'analyse théorique et démentie par les faits, notamment des types entièrement nouveaux d'investissements.

On avança alors la **théorie du « balancier »**. Selon cette dernière, les dépenses publiques sont justifiées de la manière suivante : si les dépenses privées déclinent pour une raison ou pour une autre, alors les dépenses publiques doivent monter, de manière à maintenir stable le total des dépenses. A contrario, quand les dépenses privées augmentent, les dépenses publiques doivent baisser. Cette théorie du balancier ne fut pas vraiment appliquée car, si le législateur est toujours prêt à dépenser, il n'aime pas réduire les dépenses. En cas d'expansion, on soutient alors qu'il ne faut pas « compromettre » une expansion « saine » par une réduction des dépenses de l'Etat. Le seul résultat de cette politique, outre ses effets inflationnistes, fut de favoriser l'élargissement sans commune mesure du champ d'activité du pouvoir fédéral et d'interdire toute réduction d'impôt.

Si, au moins, on avait, en vertu de cette théorie que Friedman critique, procédé réellement à des réductions d'impôts durant les phases d'expansion, notre situation serait bien meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'est actuellement. Mais c'eût été insuffisant dans son ampleur. Une telle politique est impossible parce qu'elle suppose que nous puissions prévoir les fluctuations.

L'auteur combat ensuite l'opinion largement répandue selon laquelle l'augmentation des dépenses gouvernementales par rapport aux revenus de l'impôt soit nécessairement expansionniste et qu'une diminution soit nécessairement récessionniste. Cette idée est en réalité contredite par toutes les données empiriques dont on peut prendre connaissance dit Friedman. Il en établit une démonstration mais avertit que ce qu'il en conclut ne peut être considéré comme définitif faute d'une validation scientifique qui n'a pas encore été apportée.

Le rôle du pouvoir politique dans l'éducation

Qu'est-ce qui, d'un point de vue libéral, justifie qu'une éducation générale des citoyens soit financée par l'Etat ? Ceci, dit Friedman : ce ne sont pas seulement l'élève et ses parents qui

bénéficient des avantages de l'éducation. Ce sont aussi les autres membres de la société. En effet, une société stable et démocratique est impossible sans un degré minimal d'instruction et de connaissance chez la majorité de ses citoyens (ainsi que l'inculcation d'un certain nombre de valeurs communes). C'est ce qu'on appelle ici un « **effet de voisinage** » dont Friedman a parlé précédemment.

Quel genre d'actions des pouvoirs publics cet effet de voisinage justifie-t-il ? L'exigence est que chaque enfant reçoive une **quantité minimum d'instruction**. On pourrait imposer le financement de cette obligation aux parents de la même façon qu'on impose le respect de certaines exigences de salubrité aux propriétaires d'immeubles de manière à assurer la sécurité d'autrui. Mais il y a là une différence de taille. En général, ceux qui ne peuvent respecter ces exigences de sécurité inhérentes à la possession de leur bien peuvent être contraints de s'en défaire par les pouvoirs publics. Ici, on ne peut humainement séparer un enfant de ses parents si ces derniers ne sont pas en mesure de payer pour l'instruction minimale exigée.

On pourrait - autre hypothèse - exiger que les familles qui en ont les moyens payent pour ces frais et accorder une subvention pour les autres, ce qui permettrait de démanteler toute une machinerie très coûteuse, rendant dès lors plus difficile le désir des pouvoirs publics d'administrer publiquement les écoles. Mais, dit Friedman, les différences existant entre les familles quant à leurs ressources et au nombre de leurs enfants, rendent une pareille politique peu praticable.

L'Etat finance non seulement une instruction minimale mais aussi une **scolarité supplémentaire, de niveau plus élevé**. Qu'est-ce qui peut justifier cela ? Ceci dit Friedman : non plus l'effet de voisinage mais le **souci d'obtenir les meilleurs leaders sociaux et politiques**. Les gains que cette mesure apporte sont suffisamment grands pour la collectivité pour justifier une intervention des pouvoirs publics. Cela dit, ce raisonnement n'est valable que pour certains types d'enseignement. Pas pour la formation purement professionnelle par exemple (même si la frontière entre les deux types d'enseignement est parfois malaisée à tracer).

Notons aussi que l'argument des effets de voisinage ne nous donne pas d'informations sur les types spécifiques d'enseignement qui doivent être subventionnés ni sur les montants nécessaires. Comment déterminer ces points ? Quelle forme doit prendre l'aide de l'Etat ?

C'est ici que Friedman avance la fameuse idée qui l'a rendu célèbre : celle des « **vouchers** ». De quoi s'agit-il ? Les pouvoirs publics pourraient exiger une scolarité minimale qui serait financée par la collectivité sous la forme de « chèques éducation » (vouchers) remboursables pour une somme maximale spécifiée par enfant et par an, à condition d'être dépensés pour des services d'enseignement « agréés ».

L'éducation pourrait être assurée tant par des entreprises privées fonctionnant pour le profit que par des associations sans but lucratif. L'essentiel étant qu'un minimum de contenu commun soit assuré et que le respect de cette exigence soit assuré par un service similaire à celui de l'inspection actuelle. Pareil système favoriserait la diversité en matière d'éducation. Car, dans le système actuel, il n'y a aucun moyen d'exprimer sa préférence dans le choix d'un type d'éducation.

Friedman s'oppose à la nationalisation de l'éducation car cela rend les élèves et leurs parents otages d'un système uniforme. Ils n'ont pas la même liberté de choix que dans un système privé. On retrouve ici les deux concepts friedmaniens d'uniformité et de diversité. En matière scolaire, ce point a une importance particulière relativement à la question de la religion ou de l'absence de religion enseignée par l'école.

Un argument classique contre l'école privé consiste à dire que cela favorise la ségrégation et la stratification sociale. L'exacerbation des distinctions de classe résulterait de la volonté des parents d'envoyer leurs enfants dans une institution élitiste interdisant le sain mélange des enfants.

En vérité, dit Friedman, cet argument tout à fait valable doit nous conduire à une conclusion opposée à celle de ses partisans : non pas la nationalisation mais la dénationalisation des écoles. Pourquoi ? Examinons le cas d'une famille à faibles revenus. Elle décide de ses priorités budgétaires. Si, par exemple, c'est la possession d'une belle voiture, la famille économisera avec patience pour accomplir cet achat. La famille qui achète une voiture comparable à celle des riches résidents des banlieues n'a pas besoin de venir habiter ces banlieues pour l'acquérir. Cela vaut pour les livres, les meubles, les vacances, les vêtements, la santé, etc. Imaginons que cette famille fait de la qualité de l'éducation de ses enfants une priorité. Ici, la différence est de taille : par la force des choses, les « bonnes » écoles publiques se trouvent dans les riches quartiers. La famille pauvre ne pourra quasiment jamais se payer le luxe d'aller habiter dans ces quartiers à proximité de ces écoles, alors que, dans l'hypothèse d'un système d'écoles privées, elle était prête à dépenser beaucoup plus qu'elle ne paye, dans le système d'écoles publiques, en impôts pour obtenir une meilleure instruction. Cet argument est assez fort pour s'opposer au système des bassins scolaires car on voit combien dans ce système la famille pauvre est pénalisée.

Un autre argument traditionnellement avancé en faveur de la nationalisation est celui du « monopole technique ». En effet, dans les petites communautés et dans les régions rurales, il se peut que le nombre des enfants soit trop faible pour justifier l'existence de plus d'une école de taille raisonnable. Il y a un siècle, les mesures que proposent Friedman n'auraient peut-être pas, selon son propre aveu, été aussi désirables et pertinents qu'ils ne le sont maintenant. Pourquoi ? Parce qu'il n'existait pas encore de telles facilités de transport et de communication. Par ailleurs, à l'époque des grandes migrations charriant des populations venues du monde entier, l'uniformisation était une exigence fort légitime : l'apprentissage de l'anglais était une condition du développement de l'économie et un facteur de stabilité. Néanmoins, cet argument doit être pris en compte et le système qui pourrait rencontrer ces considérations, du moins pour l'enseignement primaire et secondaire, est un système panachant écoles privées et écoles publiques.

Une autre question est relative aux salaires des maîtres. Le problème, dit Friedman, n'est pas qu'ils soient trop bas en moyenne. Il se pourrait fort bien que ce soit le contraire. Le problème, c'est qu'ils sont trop uniformes et trop rigides. Les enseignants médiocres sont énormément surpayés et les bons enseignants sous-payés au regard de leurs mérites respectifs. Il faudrait, au contraire, stimuler la concurrence entre écoles en payant les professeurs selon leur mérite, ce qui n'est possible que dans le cadre d'un système d'écoles privées.

Concernant l'enseignement au niveau universitaire, il est douteux qu'il soit nécessaire de subventionner ce type d'enseignement. L'argument du monopole technique ne tient plus ici puisque dans la plupart des cas, l'université est située loin du domicile. Ce qui, en tout cas, est tout à fait exclu, c'est la nécessité de nationaliser cet enseignement. Quid de l'argument de sélection des élites ? Il est valide dit Friedman mais il ne saurait justifier que les subventions ne bénéficient qu'aux seules institutions publiques.

L'enseignement professionnel n'a aucun des effets de voisinage propres à l'enseignement général. C'est une forme d'investissement analogue à celui consacrés à l'achat de machines, de bâtiments, etc. C'est un investissement sur capital humain. Les subventions à l'enseignement professionnel sont inadéquates aux yeux de Friedman. Pourquoi ? Parce que cela conduirait à un surinvestissement du capital humain au détriment d'autres postes.

Capitalisme et discrimination raciale... ou religieuse

La discrimination à l'encontre des groupes religieux, raciaux ou sociaux a décliné de façon constante dans le domaine économique au fur et à mesure que se développait le capitalisme. C'est, entre autres, la possibilité de posséder sa propre propriété (et de voir celle-ci défendue par les pouvoirs publics) qui ont permis, par exemple, aux Noirs de s'émanciper progressivement dans les Etats du Sud de l'Amérique (tout comme cela a permis aux serfs de s'affranchir en Europe au sortir du Moyen Age). Paradoxalement, les groupes minoritaires ont l'habitude d'attribuer au capitalisme les restrictions résiduelles qu'ils subissent encore au lieu de voir en lui le principal instrument qui les a fait sortir de l'oppression.

Que dit Friedman sur la discrimination ? Toutes considérations morales mises à part, celui qui pratique la discrimination réduit, limite ses possibilités de choix. Par contre, celui pour qui la couleur de peau ou la religion est indifférente à cet égard, a la possibilité d'acheter moins cher certaines choses. Celui qui discrimine, au contraire, doit payer un prix. Il « achète » pour ainsi dire ce qu'il considère comme un « produit ». La discrimination est l'expression d'un goût et rien d'autre.

Les Commissions pour « l'équité devant l'emploi » militent en faveur de législations qui empiètent gravement sur la liberté qu'ont les gens de passer des contrats avec les personnes de leur choix. Le seul recours légitime que nous avons contre la discrimination est de persuader nos semblables de penser comme nous et non pas de recourir à la coercition de l'Etat pour les forcer à agir en vertu de nos principes.

La ségrégation à l'école est un problème particulier dont Friedman n'a pas traité dans le chapitre précédent. Et ce pour une raison très simple : les écoles sont publiques. Dans un système public, les administrateurs doivent trancher entre deux maux : soit imposer la ségrégation soit imposer l'intégration. Les deux impositions sont des atteintes à la liberté individuelle mais le moindre d'entre eux est évidemment l'imposition de l'intégration. Si le système était privé, une très grande diversité d'écoles pourrait se développer : certaines, il est vrai, entièrement blanches, certaines entièrement blanches mais aussi un grand nombre tout à fait mixtes.

Du monopole et de la responsabilité sociale du patronat et des syndicats

La concurrence a deux significations très différentes. On entend ordinairement par ce mot une rivalité personnelle par laquelle une personne cherche à triompher ou évincer un concurrent connu. Dans le monde économique, ce terme a une signification presque opposée. En effet, dans le marché concurrentiel, il n'y a ni rivalité ni marchandage personnels. Pourquoi ? Parce que, justement, l'essentiel d'un marché concurrentiel, c'est son caractère impersonnel. Dans ce cas, aucun des participants ne peut avoir sur les prix une influence autre que négligeable.

Le monopole existe en revanche quand un individu ou une entreprise contrôle suffisamment un produit ou un service pour déterminer les conditions auxquelles les consommateurs y auront accès.

Dans une société libre, la question du monopole pose deux types de problèmes :

- celui de la restriction de la possibilité de choix
- celui de la responsabilité sociale du monopoliste

Pour traiter du premier problème, il importe d'abord d'examiner trois types de **monopole** :

- le **monopole dans l'industrie** : on le surestime souvent alors qu'il est relativement insignifiant du point de vue de l'économie prise dans son ensemble
- le **monopole syndical** : on surestime ici aussi souvent son importance puisque, à l'époque où Friedman écrit cet ouvrage, seul un quart de la population active est affilié à un syndicat. Dès lors, l'influence des syndicats sur la structure des salaires est souvent surestimée. Cela dit, il ne faut pas minimiser non plus cette influence et, du coup, sa nocivité. En effet, en poussant à l'augmentation des salaires, les syndicats diminuent le nombre d'emplois disponibles dans une profession (de la même façon que toute augmentation des prix diminue le volume des achats). Avec pour résultat qu'un nombre accru de personnes cherche du travail, ce qui fait baisser les salaires dans les autres professions. Comme les syndicats sont généralement plus forts dans les groupes qui de toute façon seraient bien payés, leur présence a pour effet d'augmenter les salaires de ceux qui sont déjà bien payés aux dépens des travailleurs les moins payés.
- le **monopole gouvernemental ou à soutien gouvernemental** : il n'est pas très important. C'est le cas de la poste, de l'eau, l'énergie électrique, etc. Le monopole à soutien gouvernemental s'est accru bien plus rapidement que le monopole public direct. Le programme agricole en est un exemple. C'est essentiellement un cartel imposé par l'Etat. Le système de patentes et des licences, auquel Friedman consacre un chapitre, est un autre exemple de monopole créé et soutenu par les pouvoirs publics.

Il existe trois sources du monopole :

- les considérations techniques : un monopole apparaît parce qu'il est plus efficace et plus économique d'avoir une entreprise plutôt que plusieurs dans certains cas (exemple : l'eau). Cela peut changer avec l'évolution des techniques. Entre le monopole privé non réglementé, le monopole privé réglementé et le monopole des pouvoirs publics, le monopole privé non réglementé est le moins mauvais des trois car l'entreprise privée n'aura que fort peu de possibilités de maintenir les prix au-dessus du coût ;
- l'assistance directe ou indirecte des pouvoirs publics : c'est la source la plus importante de la puissance monopolistique. Il s'agit souvent de mesures, prises à d'autres fins, mais qui ont pour effet essentiellement involontaire, d'imposer des limitations aux concurrents potentiels des firmes existantes. Les trois exemples les plus évidents sont les tarifs douaniers, les législations fiscales et les dispositions légales régissant le droit du travail ;
- la collusion privée : Adam Smith dénonçait déjà les conspirations des gens appartenant au même commerce. Pareil phénomène se produit tout le temps mais il est généralement instable et de courte durée. Il favorise l'arrivée des outsiders et les différents partenaires ne se font pas toujours confiance mutuellement.

Examinons le second problème : la **responsabilité sociale du capital et du travail**.

Pour Friedman, les choses sont simples : le business n'a qu'une responsabilité sociale et une seule : utiliser ses ressources et s'engager dans des activités destinées à accroître ses profits, et cela

aussi longtemps qu'il pratique une concurrence ouverte et libre, sans tromperie ni fraude. La vérité est qu'il n'y a pas d'aurez responsabilité sociale que de gagner le plus d'argent possible pour les actionnaires. Tous les autres effets bénéfiques (création d'emploi, augmentation du pouvoir d'achat, etc.) découlent de cela. Cette poursuite du profit ne peut évidemment s'opérer au mépris de règles morales évidentes. Mais il s'agit ici de l'action des individus privés qui travaillent dans la société

Toute autre conception de la responsabilité sociale de l'entreprise peut s'avérer désastreuse dans ses effets. Ainsi, la prétendue responsabilité qu'auraient patronat et syndicats d'empêcher les prix de monter afin d'éviter l'inflation. En effet, le contrôle des prix, qu'il soit légal ou volontaire, aboutirait à terme, si on l'appliquait, à la destruction du système de libre entreprise.

Dans le même esprit, Friedman estime que les dons fiscalement déductibles constituent un usage impropre que les entreprises font de leurs fonds. On détourne indûment l'argent des actionnaires. De tels dons devraient être faits par des particuliers qui, dans notre société sont, en définitive, les propriétaires.

Plutôt que de faire des cadeaux fiscaux aux entreprises, la meilleure solution serait l'abolition pure et simple de l'impôt sur les sociétés.

Les patentes professionnelles

Au sortir du Moyen Age, l'abolition des guildes et corporations professionnelles a constitué une grande avancée du libéralisme. Les hommes ont reçu la possibilité d'exercer la profession de leur choix sans pour cela devoir en demander l'autorisation à une autorité gouvernementale ou quasi-gouvernementale. Or, un recul s'est produit dans l'entre-temps. Le système des patentes est une résurgence de la logique corporatiste du Moyen Age ou encore de celle des castes (quoique, en ce dernier cas, ce sont plus les coutumes sociales que l'action du gouvernement qui mettent en place ces restrictions). Evidemment, les promoteurs des dispositions de ce type justifient toujours ces dernières par la prétendue nécessité de protéger l'intérêt du public.

Outre les patentes professionnelles, on peut aussi mentionner les tarifs, les quotas d'importation, les quotas de production, les restrictions apportées par les syndicats à l'embauche, etc. Ce qui est commun à toutes ces mesures, c'est le fait que l'Etat détermine les conditions dans lesquelles certains individus peuvent s'engager dans certaines activités. Ces restrictions mises par le pouvoir public se retrouvent partout dans les activités économiques.

Friedman donne l'exemple des contraintes restreignant l'accès à la profession de coiffeurs. Il faut l'approbation d'un comité de coiffeurs évaluant les connaissances du candidat relativement à l'histologie des cheveux, l'anatomie de la tête, la bactériologie, etc. Parfois même, les conditions d'accès n'ont strictement rien à voir avec les qualités requises pour exercer le métier. Ainsi, au Texas, un texte de 1952 exigeait que les candidats pharmaciens fassent le serment de ne pas être communistes.

Ce phénomène est plus qu'une énième illustration du problème de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Elle témoigne aussi de la pression des groupes de producteurs faisant triompher leurs intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général des consommateurs. Ces groupes professionnels parviennent à faire voter des réglementations corporatistes (toujours au nom du prétendu intérêt général) parce que, étant spécialement intéressés à ces dernières, ils y consacrent beaucoup de temps et d'argent. Ils ont tout intérêt à restreindre l'accès aux nouveaux arrivants

pour conserver leurs habitudes, éviter l'augmentation de la concurrence et les contraintes d'adaptation à des procédés innovants. Le consommateur, au contraire, n'a un intérêt qu'occasionnel à la manière dont la profession est structurée. Même si ces réglementations lui portent indirectement préjudice (par la baisse de qualité du service ou du bien, l'augmentation du coût, la réduction de son choix, etc.), cela ne concerne qu'un bien ou service parmi des milliers (voire des millions) qu'il consomme.

Friedman pense que la seule manière de lutter et de contrebalancer ces abus est d'établir un état d'esprit général contre la prise en main par l'Etat de certains types d'activités. Il faudrait que la charge de la preuve incombe à ceux qui veulent limiter la liberté d'accès plutôt qu'à ceux qui la défendent.

Il existe trois niveaux de patente:

- **l'enregistrement** : c'est l'obligation de se faire inscrire dans un registre pour exercer une profession. Par exemple, le candidat commerçant doit s'inscrire au registre du commerce
- la **certification** : l'agence gouvernementale certifie que quelqu'un possède une compétence mais elle ne peut interdire l'exercice de la profession à celui qui ne l'a pas. C'est le cas de l'expert comptable. N'importe qui peut devenir expert-comptable aux Etats-Unis mais seuls ceux qui ont subi des épreuves peuvent se prévaloir du titre « certified public accountant ».
- **l'octroi de la patente (licensure)**: c'est le dispositif selon lequel on doit, pour exercer une profession, en obtenir licence auprès d'une autorité reconnue, le contrevenant pouvant être puni sévèrement (y compris des peines de prison). C'est le cas du médecin ou de l'avocat.

Friedman s'interroge : qu'est-ce qui peut justifier ces trois patentes ?

Friedman n'est pas spécialement opposé à **l'enregistrement** mais estime que, de manière générale, l'enregistrement ne devrait pas être obligatoire. Ce qui peut justifier son caractère obligatoire, c'est un certain nombre d'hypothèses. C'est d'abord le cas de la nécessité pour la police de poursuivre les actes de violence : cela justifie l'enregistrement de tous ceux qui vendent des armes à feu. Il y a aussi le cas où l'enregistrement sert à faciliter la collecte d'impôts. Friedman est ici plus réservé mais conçoit que les commerçants proposant des biens de consommation dont la vente est soumise à une taxe. Il y a enfin le cas où l'enregistrement est conçu comme un moyen de protéger les consommateurs contre la fraude. L'Etat est effectivement responsable de la bonne exécution des contrats et il est certaines activités plus propices à la fraude. Ainsi, un chauffeur de taxi qui prend une personne la loi se situe dans des conditions très favorables pour le voler.

La **certification** est beaucoup plus difficile à justifier que la patente car c'est là quelque chose qui peut être assuré par le marché. Il existe un grand nombre de certifications privées (laboratoires privés, associations de consommateurs, écoles techniques, collèges, universités, grandes chaînes de magasins réputés, etc.).

L'octroi de la patente est le dispositif qui semble la plus difficile à justifier aux yeux de Friedman. Pourquoi ? Parce qu'il empiète encore plus nettement sur les droits qu'ont les individus de passer des contrats volontaires. Cela dit, il appartient à tout un chacun de juger des avantages et des inconvénients d'une action gouvernementale dans telle ou telle hypothèse. Même un libéral peut être sensible aux effets de voisinage. Dans le cas du médecin, on peut se dire que si son incompétence n'engendrait de conséquences négatives que pour le patient qui a contracté

avec lui, cela ne concernerait pas l'Etat. Mais quid si ce médecin déclenche ainsi une épidémie ? En ce cas, il nuit à un grand nombre de personnes qui n'ont passé aucun contrat avec lui. D'où la nécessité d'intervenir. Cet argument n'est pas sans valeur dit Friedman mais, généralement, c'est au nom du paternalisme qu'on justifie la licensure. Les gens ne sont pas en mesure d'évaluer les compétences techniques de leur médecin, avocat, plombier, coiffeur, etc.

Quoi qu'il en soit, il faut bien prendre conscience, dit Friedman, du « **coût social** » de ces patentes. En effet, il est des inconvénients inhérents à ce système qui peuvent fort bien l'emporter sur les avantages qu'il est censé procurer.

Le coût social le plus incontestable de ces patentes, c'est qu'elles placent un petit groupe de producteurs en situation de monopole aux dépens du reste du public. Le processus par lequel ce groupe transforme l'enregistrement en certificat et puis ce dernier en licensure est presque inévitable. Le coût social de l'octroi est donc fort important et, à cet égard, la certification est bien moins nocive même si les certifiés en abusent souvent. Pourquoi la certification est-elle préférable ? Parce que le public peut se tourner vers des praticiens non certifiés si ces derniers sont moins chers et tout aussi compétents. Cette mesure est donc un moyen terme permettant de lutter, dit Friedman, contre la monopolisation. Friedman trouve difficile de concevoir ne fût-ce que un cas où la licensure se justifierait mieux que la certification.

Friedman s'attaque alors à l'exemple de « licensure » qui semble portant le plus incontestable au niveau de sa justification : la patente médicale. L'Association des Médecins Américains (American Medical Association : A.M.A.) est sans doute le syndicat le plus puissant des Etats-Unis. Ce qui assure la puissance d'un syndicat, c'est sa capacité de limiter le nombre de ceux qui peuvent exercer une profession déterminée. Comment fait ce syndicat ? C'est le Conseil de ce syndicat qui homologue les écoles de médecine. Pour être homologuées, ces écoles doivent satisfaire aux critères de ce Conseil. Etudier la médecine dans une école homologuée est impératif pour un étudiant en médecine s'il désire obtenir sa patente. Pourquoi, parce que, dans la quasi-totalité des Etats, la liste des écoles agréées pour obtenir une patente est identique à celle des écoles homologuées par le Conseil de ce syndicat.

Ce syndicat médical recourt à divers arguments pour justifier la limitation délibérément exercée à l'entrée. Le premier consiste à dire que si l'on laisse entrer « trop » de gens dans la profession, le revenu moyen des médecins baissera et qu'ils seront contraints de recourir à des pratiques « immorales » pour s'assurer de revenus « convenables ». Voilà une argumentation on ne peut plus choquante dit Friedman : on voit mal la corrélation existant entre pauvreté et honnêteté. Cela revient à dire : « payez-nous pour que nous restions moraux ». Un deuxième argument consiste à dire qu'il faut privilégier la qualité par rapport à la quantité. On se focalise sur les critères techniques. Cela revient à dire : nous ne voulons que des médecins de premier ordre même si cela signifie que certaines personnes seront privées de soins. La volonté de délivrer des « soins optimaux » aboutit toujours à maintenir bas le nombre de médecins. Ceci est encore accrédité par le fait que le syndicat s'oppose à la médecine de groupe et particulièrement celle où les honoraires sont forfaitaires.

L'existence de la patente est-elle réellement bénéfique ? Permet-elle réellement de tirer vers le haut les critères de compétence ? Chaque fois que l'on bloque l'accès à une profession, surgissent des pratiques parallèles. En l'occurrence l'ostéopathie ou la chiropraxie. Ces pratiques se font elles-mêmes patenter. Ces différentes pratiques sont probablement d'une qualité inférieure à ce qu'elles auraient été si leur accès n'avait pas été restreint. Par ailleurs, vu que le nombre de médecins patentés est moindre qu'il ne pourrait l'être, leur emploi du temps est souvent surchargé. Ils sont les seuls à pouvoir exercer un certain nombre d'actes qui pourraient être

exercés par des techniciens qui ne sont pas docteurs en titre mais qui, s'ils pouvaient le faire, déléteraient une partie de l'emploi du temps des médecins et, se spécialisant dans ces actes, les accompliraient mieux que les médecins eux-mêmes.

Dans toute science et dans tout domaine, le progrès procède souvent du travail d'un ou plusieurs amateurs, de personnes sans titres réels dans la profession mais qui expérimentent de nouvelles pratiques. Un guérisseur peut être un charlatan mais cela peut aussi être un innovateur. Beaucoup de routes différentes conduisent vers le savoir. La monopolisation de la pratique médicale par un groupe particulier a certainement réduit le taux de croissance des connaissances dans ce domaine.

Enfin, il est difficile pour les particuliers d'obtenir réparation en cas de faute médicale car les médecins, soutient Friedman, témoignent difficilement contre des collègues de peur de se voir refuser le droit d'exercer dans un hôpital agréé.

Quelle est l'objection classique à cette remise en cause de la pertinence de la patente ? Celle-ci : « En cas de suppression de l'exigence d'un diplôme : qu'est-ce qui va me garantir la qualité de mon médecin ? ». Friedman répond d'abord qu'on ne pique jamais le nom d'un médecin au hasard sur une liste de médecins agréés. On se fait conseiller. On cherche des praticiens qui sont recommandés par nos proches et moins proches. Le généraliste est souvent recommandé par la famille et il recommande lui-même les spécialistes, etc. Par ailleurs, l'aptitude qu'a eue une personne à passer des examens vingt ou trente ans plus tôt n'est pas le gage de sa qualité présente.

Quoiqu'il en soit, le refus d'autoriser des personnes non diplômées à exercer la médecine, révèle, estime Friedman, la « tyrannie du statu quo », si souvent dénoncée par cet auteur. Sur le principe, posons nous la question : à quoi aurait ressemblé notre société si tout un chacun avait eu la possibilité d'exercer la médecine (sous réserve, évidemment, de sa responsabilité financière en cas de dommages portés à autrui par fraude ou par négligence) ?

Friedman est en faveur de la « pratique de groupe » en liaison avec les hôpitaux. Il faudrait permettre à des équipes médicales d'exercer de manière à servir d'intermédiaires entre les patients et les médecins. Ce seraient en quelque sorte de « grands magasins de la médecine » incluant des médecins et toute une hiérarchie de praticiens diversement formés. Toute la pratique médicale ne serait pas aux mains de ces équipes. La pratique privée de médecins subsisterait comme subsistent de petits commerces à côté des supermarchés. Ces derniers ne domineraient d'ailleurs pas nécessairement le marché.

La distribution et la redistribution des revenus

Le sentiment collectiviste a notamment pour objectif social et économique d'aboutir à l'égalité des revenus.

Le principe éthique libéral justifiant la distribution du revenu est le suivant : « à chacun selon ce que produisent lui-même et les instruments qu'il possède ». Dans une certaine mesure, cela ne contredit pas le principe de l'égalité de traitement. Pourquoi ? Parce que l'égalité implique que soient payés différemment, d'une part, ceux qui s'investissent dans un travail exigeant et consommateur de temps et, d'autre part, ceux qui préfèrent un travail ordinaire. L'inégalité de gain est nécessaire pour obtenir l'égalité de traitement. C'est là une « différence égalisatrice ».

Une autre inégalité est également exigée sur le marché : celle qui permet de satisfaire les goûts des individus. En effet, les hommes choisissent leur profession en raison du goût plus ou moins

grand qu'ils ont pour l'incertitude. Se lancer dans une carrière d'actrice ou de sportif traduit un goût plus prononcé pour l'incertitude que le fait de postuler à la fonction publique. C'est comparable à la loterie. Une personne qui participe à un tirage accepte évidemment que les lots ne seront pas égaux pour tous les participants (autrement, il n'y aurait aucun intérêt à participer à une loterie).

On dit parfois qu'il faut distinguer entre l'inégalité entre dons innés et inégalité des possessions héritées. La première inégalité est souvent considérée comme acceptable mais pas la première. Mais, cela n'a pas de sens, objecte Milton Friedman car l'inégalité entre un chanteur qui a hérité d'une voix de ses parents dont il tire de plantureux bénéfices et ceux qui n'ont pas une telle voix est-elle plus justifiée que l'inégalité des héritages respectifs de ce chanteur et des autres ?

Est-ce que la chance favorisant une personne justifie-t-elle la coercition visant à redistribuer les revenus de manière égalitaire ? Est-ce qu'une personne qui trouve 20 dollars en rue peut-elle être contrainte par la force de partager cette somme avec les trois compagnons qui se baladent avec lui ? Non. De toute façon, si toute personne qui dispose d'un revenu supérieur à la moyenne mondiale reversait le surplus à la collectivité, on aboutirait à un *potlach* universel rendant impossible l'existence du monde civilisé.

Ce qui est curieux, c'est que l'on accepte plus facilement les inégalités nées de la chance plutôt que celles nées du mérite. Un homme trouvera en général moins injuste le fait que son collègue gagne au loto que le fait que ce dernier ait été promu et lui pas.

Le rôle essentiel du paiement en fonction du produit est d'abord non pas distributif mais allocatif. C'est l'échange volontaire, la coopération spontanée qui constitue la base de l'économie de marché. A moins d'user de coercition (et de réduire par là de manière considérable le nombre de ressources produites), la paiement doit s'effectuer en fonction du produit. C'est à la fois plus efficace et accepté sur le plan éthique par la quasi-totalité des membres de la société.

Marx considérait que les travailleurs étaient exploités parce qu'ils ne touchaient qu'une partie de la valeur du produit, le reste, appelé plus-value, étant empoché par le capitaliste. Selon Friedman, Marx est incohérent ici. Pourquoi ? Quand on dit que le travailleur est « exploité », on sous-entend qu'il devrait avoir droit à ce qu'il produit. Or, dans l'éthique socialiste, on soutient : « A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités ». Le travailleur n'a pas « droit » à la valeur de ce qu'il produit mais uniquement à ce dont il a besoin. Dès lors, affirmer que le travailleur est privé de ce à quoi il a droit (dire qu'il est « exploité ») revient nécessairement à admettre la pertinence d'un point essentiel de l'éthique capitaliste à savoir la propriété. Par ailleurs, Marx confond le produit total de toutes les ressources et la quantité ajoutée au produit (le produit marginal).

Le système capitaliste se caractérise par une inégalité considérable des revenus et des fortunes. On interprète souvent cela en disant que le capitalisme produit une plus grande inégalité que les autres systèmes. Cela est faux. Examinons d'abord la source des revenus. Dans une société capitaliste, la part qui, dans le revenu, provient du capital, représente à peine un cinquième. Au contraire, dans les pays sous-développés, la moitié environ du revenu total provient du capital. Même si les pays capitalistes possèdent évidemment un capital beaucoup plus importants que ces derniers pays, ils sont encore plus riches du point de vue de leurs capacités productives de leurs habitants. Le revenu du capital, plus important en valeur absolue, représente seulement une petite fraction du total.

« La grande réussite du capitalisme a été non pas l'accumulation du capital, mais les chances qu'il a offertes aux hommes et aux femmes d'accroître, de développer et d'améliorer leurs capacités. Cela n'empêche pas les ennemis du capitalisme de le taxer de matérialisme, tandis que ses amis excusent trop souvent ce matérialisme prétendu comme la rançon du progrès ». ⁴

Par ailleurs, contrairement à ce que l'on affirme souvent péremptoirement, le capitalisme conduit à moins d'inégalité que les autres systèmes. En particulier par rapport au système communiste (si l'on mesure l'inégalité par la différence existant entre les niveaux de vie des classes privilégiées et les autres). A cet égard, il importe de distinguer deux sortes d'inégalités : les différences de revenus temporaires et à court terme et les différences à long terme. Supposons deux sociétés où la distribution du revenu annuel est la même. La première serait caractérisée par sa mobilité, la seconde par sa rigidité. Dans la première la position des diverses familles dans la hiérarchie des revenus varie d'année en année. Dans la seconde, chaque famille reste dans la même position hiérarchique. La première inégalité manifeste une société dynamique, en changement. La seconde caractérise une société de « statut ».

Le gouvernement adopte des mesures pour modifier la répartition des revenus, notamment via l'impôt progressif sur le revenu et via l'impôt sur les successions. Il y a deux problèmes : premièrement, la collecte de fonds destinés à financer les dépenses entraînées par l'activité gouvernementale et, deuxièmement, la question de l'impôt perçu à des fins redistributives.

Le premier problème peut effectivement requérir un certain degré de progressivité mais ne justifie pas les taux aussi élevés frappant les revenus et les successions. Par contre, en tant que libéral, Friedman se prononce contre la progressivité de l'impôt si les sommes perçues le sont dans le seul but de redistribuer les revenus. Milton Friedman explique la forme d'imposition qui lui paraît préférable : un impôt uniforme sur les revenus supérieurs à ceux dont la faiblesse justifie qu'ils soient exemptés. Il est également en faveur de l'abolition des impôts sur les revenus des sociétés qui seraient obligées d'attribuer leurs parts de revenus aux actionnaires qui, eux-mêmes, devraient faire figurer les sommes perçues sur leur déclaration fiscale.

Pourquoi un impôt non progressif ? Pour éviter qu'une majorité ne vote des lois fiscales imposant à une minorité des impôts qui n'affectent pas sa propre charge fiscale. Par ailleurs, un impôt à taux uniforme rapporterait une somme plus importante que le système actuel. D'ailleurs, ce que rapporte les taux progressifs est faible (de même que sont, dès lors, faibles, leurs effets redistributifs). Pourquoi ?

« Si le rapport est si faible, c'est en partie parce que certains des hommes les plus compétents du pays consacrent leurs énergies à imaginer des moyens de les maintenir à ce faible niveau ; et parce que de nombreux autres hommes mènent leurs activités en gardant un œil sur les effets fiscaux de celles-ci. Tout cela est pur gaspillage. Et qu'en retirons-nous ? Au mieux, le sentiment de satisfaction qu'éprouvent certains à voir l'Etat redistribuer les revenus. Et ce sentiment est fondé sur l'ignorance des effets réels de l'impôt progressif ; il disparaîtrait certainement si les faits étaient connus ». ⁵

La distribution des revenus fait partie des politiques où l'Etat cause un mal plus grand à la société que le mal auquel elle prétend remédier. Voilà encore un exemple de justification de l'intervention

⁴ M. Friedman, **Capitalisme et Liberté**, Laffont, 1971, p.211

⁵ M. Friedman, **Capitalisme et Liberté**, Laffont, 1971, p.219

gouvernementale par les prétendus défauts du système de la libre-entreprise alors que ce sont ceux résultant de l'excroissance démesurée de l'Etat.

La politique sociale

Dans ce chapitre, Friedman passe en revue diverses politiques qui ont pour point commun d'exercer des effets réels en total décalage avec les effets projetés et proclamés.

Premièrement, Friedman évoque la politique des logements publics. Il n'est pas possible de justifier les logements publics par les effets de voisinage. Pourquoi ? S'il est vrai que des immeubles délabrés génèrent des effets négatifs sur les bâtiments sains (effondrements, dévalorisation des biens situés à proximité, etc.), il vaut mieux exiger que les propriétaires de ces bâtiments payent des impôts plus importants pour compenser le dommage qu'ils occasionnent à la société.

On dira alors que ces propriétaires n'ont déjà pas les moyens de payer des impôts normaux. D'accord, dit Friedman, mais alors, il faut cesser d'affirmer que la politique des logements sociaux est motivée par la nécessité de lutter contre les effets de voisinage et reconnaître que cette politique obéit uniquement à la nécessité d'aider les familles pauvres. Mais alors, dit l'auteur, mieux vaudrait donner du liquide aux pauvres, permettant à ces derniers de dépenser cette somme au mieux pour se loger. Cela solutionnerait l'effet de voisinage parce que, même si on n'utiliserait pas cette somme pour acheter un logement, elle servirait à financer le surcroît d'impôt exigé en raison de l'insalubrité.

Ces mesures de logement public ont eu un effet contreproductif : loin d'améliorer le logement des pauvres, comme l'espéraient ses promoteurs, le *public housing* a fait exactement le contraire. Le nombre d'unités d'habitation détruites après sa mise en œuvre a été bien plus important que celui des unités nouvellement construites.

On voulait aussi réduire la délinquance juvénile par l'amélioration des conditions de logement. Là encore, c'est l'inverse qui s'est passé. La diminution de l'espace disponible, diminution consécutive à cette politique désastreuse mais aussi le plafond des revenus (légitimement imposé) a augmenté, dans lesdits logements sociaux, la densité des familles désunies, notamment celles où une femme veuve ou divorcée doit assurer seule la charge d'enfants qui risquent de devenir des enfants à problème. La concentration d'enfants de ce genre ne peut qu'accroître la délinquance.

Milton Friedman poursuit en examinant les lois prescrivant des salaires minimaux. Ces lois sur les salaires minimaux constituent l'exemple le plus parlant que l'on puisse trouver d'une mesure dont les effets sont exactement à l'opposé de ceux qu'en attendaient les hommes de bonne volonté qui la soutenaient. Pourquoi ? Car il augmente le chômage en rendant l'embauche plus malaisée pour l'employeur. Les vrais bénéficiaires, ce sont ceux dont le salaire augmente au détriment de la masse des demandeurs d'emploi.

Le même raisonnement s'applique à la politique de soutien des prix agricoles. Cette politique profite aux gros producteurs au détriment de petits qui ont besoin d'aide puisque l'aide est proportionnelle à la quantité vendue sur le marché. Sans parler évidemment de l'impact négatif sur le citoyen qui, en tant que contribuable, doit financer cette politique et, en tant que consommateur, doit payer un prix plus élevé pour sa nourriture. Tout cela au détriment également des pays du Sud qui ne peuvent importer librement en raison des quotas d'importation pesant sur certains biens.

Friedman examine également le système obligatoire de l'assurance vieillesse. Le paiement obligatoire des annuités est une manifestation du paternalisme. « L'humilité est la vertu de celui qui croit en la liberté ; l'arrogance est le propre du paternaliste ».⁶ On oblige une personne à économiser pour ses vieux jours et on lui ôte la maîtrise d'une partie significative de son revenu au moment où il le gagne (partie qu'il aurait pu investir dans une assurance privée plus rentable). De quel droit, d'ailleurs, peut-on priver un homme de consacrer ses ressources à son plaisir quitte à vivre une vieillesse impécunieuse ? On pourrait répondre que cette politique permet d'éviter que les vieillards impécunieux n'imposent des coûts à autrui puisque la charité publique devrait s'en charger. Cela serait pertinent, dit Friedman, si c'est ce qui s'observe dans la réalité. C'est à la Grande crise que l'on doit la croyance qu'une large partie de la communauté deviendrait une charge publique. C'est une expérience sans précédent et qui ne s'est pas reproduite dans l'entre-temps. Elle résultait non pas de l'imprévoyance de ces personnes mais, comme on l'a vu, d'une désastreuse gestion de la politique gouvernementale.

L'aide aux économiquement faibles

Le recours contre la pauvreté le plus désirable est la charité privée. Friedman admet néanmoins l'intervention publique mais critique sa forme actuelle.

D'abord, il faut aider les pauvres parce qu'ils sont pauvres et non pour une autre raison. Si on aide le pauvre paysan, c'est parce qu'il est pauvre et non parce qu'il est paysan. Un tel programme doit être conçu pour aider les personnes en tant que personnes et non en tant que membres de tel ou tel groupe professionnel. Par ailleurs, le programme ne doit ni fausser ni entraver le fonctionnement du marché. C'est malheureusement le cas lorsqu'on adopte, au nom de la lutte contre la pauvreté, des lois sur le salaire minimum, des mesures tarifaires, etc.

Friedman propose alors l'une des célèbres idées dont il est le père : l'impôt négatif sur le revenu. C'est-à-dire que la personne pauvre recevrait un secours en numéraire si elle gagne moins qu'un plancher à partir duquel son revenu est imposable. Cela coûterait nettement moins d'argent que l'ensemble des mesures sociales (et réduirait le degré d'intervention de l'Etat). Ce système montre aussi le gaspillage du présent système si on le considère précisément comme destiné à aider les pauvres.

Conclusion

Milton Friedman termine par une question : lesquelles des grandes « réformes » aux Etats-Unis ont-elles atteint leur but ? Aucune. La différence qui sépare le fonctionnement réel du marché et son fonctionnement idéal n'est rien si on la compare avec celle qui existe entre les effets réels de l'intervention gouvernementale et ses effets espérés.

Friedman passe en revue les programmes relatifs aux chemins de fer, les réformes monétaires, le programme agricole, les retraites et pensions et conclut à l'échec massif de toutes ces réformes.

Pourquoi ? Ces échecs sont-ils accidentels ? Non, dit Friedman. Le défaut majeur de ces politiques, c'est qu'elles cherchent, par l'intermédiaire des pouvoirs publics, à forcer les gens à agir contre leurs propres intérêts immédiats afin de favoriser un intérêt général supposé. « Elles

⁶ M. Friedman, **Capitalisme et Liberté**, Laffont, 1971, p.234

substituent les valeurs des outsiders aux valeurs des participants ». ⁷ Les intérêts des gens ne sont nullement égoïstes. Ils correspondent aux valeurs auxquelles les gens adhèrent : la famille, l'éducation, etc.

Après une telle succession d'échecs, pourquoi la charge de la preuve devrait-elle encore reposer à ceux qui s'opposent à tous ces programmes gouvernementaux et qui cherchent à réduire le rôle déjà trop important du gouvernement ?

Friedman conclut : la préservation et l'expansion de la liberté sont menacées de deux côtés : l'impérialisme soviétique certes et, plus insidieusement, par la menace intérieure d'hommes et de femmes bien intentionnées exagérément confiants dans les pouvoirs de l'Etat.

Contributeur : de Salle Corentin

⁷ M. Friedman, **Capitalisme et Liberté**, Laffont, 1971, p.248